

nos regards vers les questions importantes, le temps en est arrivé ; nous n'aurons jamais une plus belle occasion de faire disparaître les préjugés qui séparent inévitablement les différentes provinces ; jamais nous n'aurons un aussi ferme appui de la part du gouvernement impérial, jamais nous n'aurons un ministère plus puissant, et à qui la confiance universelle donne tous les moyens de régler nos difficultés ; j'espère donc que cette chambre se montrera, en cette circonstance, digne de la confiance des trois millions d'habitants qui peuplent ce pays. Je ne suis pas très-âgé, M. l'ORATEUR, et je me rappelle néanmoins l'époque où le Canada n'était qu'une petite colonie dont on ne parlait de l'autre côté de l'Atlantique que si par hasard elle se révoltait ; nous étions aussi ignorés qu'à l'époque où un ministre français abandonnait le Canada en disant : " Que nous importent quelques arpents de neige ! " Et, malgré cela, M. l'ORATEUR, j'ai vu, depuis trente ans, le Canada devenir l'égal de bien des états indépendants en Europe, et prêt à passer aujourd'hui de l'état de colonie à celui d'allié respectable d'un grand pays et à prendre rang parmi les peuples qui ont su courageusement défendre leur liberté. Voilà, M. l'ORATEUR, le but auquel le Canada doit tendre et vers lequel il se dirige rapidement. Ce projet de confédération nous y mène et pour y arriver je suis bien prêt à faire des concessions, comme, par exemple, à pardonner à plusieurs de mes honorables amis d'avoir, à certaines époques, parlé un peu trop vivement les uns des autres. Qu'ils continuent leur œuvre et le mènent à bonne fin, et, par ce moyen, ils gagneront entièrement et ils auront mérité l'affection et l'estime de tous ceux qui porteront par la suite le nom de Canadiens. (Applaudissements.)

M. HARWOOD — M. le PRÉSIDENT : L'importance de la mesure proposée, — les conséquences funestes pour le pays si le projet de confédération était rejeté par cette chambre, — les sources de prospérité sociale, politique et commerciale que la confédération porte dans ses flancs, si elle est adoptée avec la ferme volonté par tous de la faire fonctionner efficacement, — sont telles que, malgré les éloquentes discours qui ont été prononcés de part et d'autre sur cette question, et qui semblent l'avoir complètement épuisée, je crois qu'il est de mon devoir de mettre devant les yeux du pays les raisons qui me

portent à devoir en soutenir la passation. . . . Appelés, comme nous le sommes tous, à enregistrer notre vote pour ou contre ce grand changement constitutionnel, il n'est que juste que chacun puisse, à sa mode et à sa guise, motiver la part qu'il aura prise dans un acte qui fera nécessairement époque dans les annales parlementaires du Canada. (Écoutez ! écoutez !) J'ai attentivement écouté, j'ai soigneusement lu et relu les discours des adversaires de la mesure, et en vérité, ils n'ont eu pour effet que de me convaincre de plus en plus que, vu les circonstances exceptionnelles dans lesquelles le pays était placé, une union fédérale de toutes les provinces de l'Amérique Britannique du Nord était le seul remède aux difficultés sans nombre qui se dessinaient sur notre horizon politique. (Applaudissements.) Les adversaires de la mesure ne pouvant nier, tout à fait, les avantages de la confédération pour les cinq provinces de l'Amérique anglaise, s'évertuent à crier que cette union entraînerait pour nous Canadiens-Français, nous catholiques, la perte de notre nationalité, de notre langue, de nos lois et de nos institutions. . . . Moi, je ne saurais être *pessimiste* à ce point-là. L'histoire en main, je ne puis arriver à cette conclusion. Je montrerai tout à l'heure qu'il existe, de par le monde, des " confédérations " dans lesquelles il y a différentes nationalités, différentes sectes religieuses, et où cependant règne l'équilibre le plus parfait entre les droits politiques, civils et religieux des différents individus qui en font partie. . . . Y a-t-il d'autres moyens de régler nos difficultés de toutes sortes, que celui d'une confédération ? Non, je n'en vois aucun, — et aucun ne nous est proposé par les adversaires du projet maintenant devant la chambre ! ! M. le PRÉSIDENT, le pays est dans une impasse politique ; nous sommes arrivés à un temps de crise. L'ambition, la soif du pouvoir, les passions politiques, exploitées dans tous les sens et de tous les côtés, ont tellement embarrassé les rouages de la machine gouvernementale que force lui a été de s'arrêter : et ceux qui la conduisaient ont été obligés de se tenniller le cerveau pour tâcher de trouver un moyen qui pût permettre la continuation de la transaction des affaires publiques de manière à arriver à une solution de la difficulté capable de nous tirer de l'ornière du " statu-quo " dans lequel le pays était plongé, et nous remettre sur la grande route de l'avancement et du progrès. En vérité, M. le PRÉSIDENT, si l'ennemi le plus